HAL
open science

Entre le pays et l'outre-pays : " Little Italy " dans le Bisaku (Burkina Faso)

Benoit Hazard

To cite this version:

Benoit Hazard. Entre le pays et l'outre-pays : " Little Italy " dans le Bisaku (Burkina Faso). Journal des Africanistes, 2004. halshs-02114198

HAL Id: halshs-02114198

https://shs.hal.science/halshs-02114198

Submitted on 29 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Benoît HAZARD

Entre le pays *et l'*outre-pays *: " Little Italy " dans le Bisaku (Burkina Faso).*

En 1887, parti à la recherche des autorités qui gouvernaient l'intérieur de la Boucle du Niger, L. G. Binger, découvrant les capitales de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou, ne put se résigner à y voir des villes. Ces localités, articulées autour d'un système de production agricole vivrier, lui semblaient être des formations communautaires et traditionnelles situées à l'exact opposé de la représentation sans doute paradigmatique de la ville. Plus tard, lorsque Paul Mercier décrivait le gigantisme des agglomérations coloniales explosant avec les nouveaux migrants venus des campagnes et des centres urbains secondaires – ces pays " où les activités productives demeuraient pour l'essentiel, agricoles " –, le modèle de référence de la ville demeurait celui du développement urbain colonial dont la centralité de l'espace était emblématique. Les anthropologues ne niaient certes pas l'existence des villes africaines précoloniales mais, en tant que modèle de développement, elles ne leur semblaient pas devoir se distinguer des campagnes. En outre, les villes exprimant d'abord des " situations coloniales ", l'urbanisation et la forme des activités productives étaient alors consubstantielles à la colonisation. Conduisant à voir la ville comme l'expression d'un système de production dont l'histoire de la colonisation aurait été " l'unique moteur ", ces recherches ont occulté la diversité des substrats matériels de la division du travail social et des activités productives, comme elles ont sans doute contribué à faire que la ville devienne étrangère à l'image du continent africain.

Alors que les africanistes semblent avoir écarté durablement l'idée que les activités productives agricoles puissent fonder des systèmes de production urbains, les historiens se sont appropriés les deux conditions qui, selon Max Weber, permettent de parler de la ville : l'existence d'un surplus de production agricole susceptible de nourrir les " non-producteurs " ; la présence d'un groupe de commerçants et d'un pouvoir politique capables d'imposer la production et la circulation des vivres. Ayant le mérite de n'exclure aucun secteur d'activité

particulier, cette définition ne se fonde plus seulement sur un antagonisme sociétal et autorise dès lors la prise en compte de l'“ arrière-pays ” (qui fournit en particulier une force économique) dans l'analyse du statut politique d'une ville.

Si la compréhension trop restrictive de la centralité d'un espace urbain est à la source d'une ville conçue comme “ catégorie ethnographique standard ”, l'opposition quasi-structurale au monde rural d'une telle représentation doit aussi largement aux stéréotypes de “ la raison classificatoire sociologique et anthropologique ” qui ont délimité l'objet ville et en ont fait l'espace de l'hétérogénéité sociale et des processus d'individuation par excellence. En ce sens, la ville n'échappe pas à la réitération des catégories sociologiques de “ communauté ” et de “ société ” dont A. Marie montre pourtant la faible portée conceptuelle pour penser les processus d' « individuation » dans les sociétés africaines(ibid.) .

Échappant à cette fausse opposition, quelques études empiriques semblent avoir décelé les pièges de cette ville paradigmatique. S'interrogeant sur le statut politique de la ville secondaire d'Akropong (au sud du Ghana), John Middleton a pu montrer que le renforcement des relations communautaires qui passe par le maintien d'un siège de l'autorité, des liens rituels, des relations claniques et familiales, était lié à l'émergence d'individualités consécutive à la migration vers les grandes villes. La centralité politique d'Akropong, signifiée par l'expression “ *home town* ” utilisé par les migrants, suppose un sentiment d'homogénéité statutaire et d'atténuation des différenciations individuelles relatif au contrôle que la ville peut exercer sur ses ressortissants. Récemment, plusieurs contributions – dont les travaux de Monique Bertrand et Pierre Dubresson (1997) – ont attiré l'attention sur le fait que les communautés, religieuses et ethniques, peuvent être à l'origine de la formation de centres urbains. Ainsi en est-il de la ville mouride de Touba (Sénégal) qui, sous l'apparence de la citadinité, résulte de mobilisations religieuses, ou de celle de Ouahigouya (Burkina Faso), dont l'importance doit être comprise à partir de l'articulation entre des réseaux d'investissements liés aux migrations et des pouvoirs locaux qui en assurent le contrôle social et politique.

Dans ce contexte, la vertu heuristique de la notion de “ cité-État ” est de proposer un cadre conceptuel permettant d'approcher le statut politique de ces petites formations dites secondaires ou intermédiaires. En ce sens, elle rompt avec la ville perçue comme une forme antagonique au monde des communautés rurales, tout en envisageant une relation qui autorise l'ancrage, voire l'enracinement de l'arrière-pays en un lieu, mais aussi la construction d'une forme d'un *entre-*

soi disposant de ses propres modes de régulation sociale et politique. Pour expliciter les caractéristiques de ce processus, l'exemple de Béguédo, localité de 14 000 individus, située dans la province du Boulgou (sud-ouest du Burkina Faso), autrement nommée Bisaku (litt. " pays bisa ") par ses habitants, fournira matière à cette réflexion sur le statut politique d'une ville comme réponse aux contraintes d'une histoire politique locale et aux effets d'un redéploiement des modes de production de revenus qui proviennent en partie de la rente migratoire. Dans un premier temps, ces référents permettront de situer cette ville surgie de la poussière du Sahel et fourniront des registres au travers desquels elle se donne à lire. La langue *lebir* ne dispose que du terme générique *kuno* pour désigner la ville et ses locuteurs l'utilisent de façon très polysémique puisqu'il peut signifier « la ville », « le pays », « le centre », « les villages ». Cependant, l'évocation d'une histoire du peuplement et les spécificités démographiques de Béguédo induisent une représentation du " pays " (*ku*) qui invite à repenser l'articulation entre la ville, son arrière-pays et ses confins. Dès lors apparaît un long processus d'expulsion des activités productives vers l'extérieur à l'origine de ce que j'appelle ici une *ville réticulaire*, c'est-à-dire une formation sociale organisée autour du double principe de mobilité et de réseaux économiques constitués de commerçants et de migrants. Dans un deuxième temps, je reviendrai sur ce redéploiement des forces économiques hors de la ville en montrant comment elles s'enracinent dans une logique d'affrontements politiques née d'une situation d'aliénation sociale et politique. Cette situation est relatée par la construction d'une histoire des vaincus qui se nourrit de représentations de la malédiction et d'un sentiment d'indigence. Mais elle fournit cependant le point d'ancrage d'une recomposition de l'ordre social et idéologique dont l'aboutissement est le projet de ville comme mode d'exercice d'une souveraineté. Je montrerai ici combien la réappropriation des principes de la décentralisation et des notions telles que la commune et le lotissement participent de la construction d'une forme de souveraineté et d'un statut politique centré sur la localité. Du reste, cette localité entendue comme un modèle d'intégration politique restreint par une suprématie lignagère, nous conduira à l'examen de la centralité politique de Béguédo au regard des réseaux sociaux qui, menant dans l'arrière-pays, assurent à travers des stratégies ambiguës l'existence de la ville et de son statut.

D'une ville réticulaire

La ville de Béguédo pourrait a priori relever des “ *Small Town* ” de Middleton, si l’évocation du terme ville ne brassait pas un maelstrom de significations. Cette bourgade, placée sous la tutelle administrative de Tenkodogo, est présentée par ses habitants comme une localité du Bisaku et comme un « département préfecture » dans l’organisation administrative de l’Etat burkinabé. Selon les situations, ces registres peuvent évoquer les symboles d’une autochtonie bisa et signifier l’émergence d’une autonomie et de compétences politiques locales. Ces différents modes de désignation prennent un relief particulier lié à l’exercice d’une souveraineté au cœur de cette ville émergente. Renvoyant de façon récurrente à “ la ville ”, les habitants de Béguédo ne disposent cependant pas, hormis le terme français, d’une traduction univoque de cette notion dans la langue lebir ; ils parlent alternativement de “ la ville ” ou de *kuno*, ce terme exprimant de manière indifférenciée “ les pays ”, “ les villages ” et “ la ville ”. Dans sa forme de suffixe, *ku* est notamment utilisé dans la construction des toponymes d’appartenance – *sare ku* (litt. “ pays ou village des *Sare* ”) ; *sEwno ku* (litt. “ pays ou village des Forgerons ”) ; ou plus simplement Bisaku (litt. “ pays ou village des Bisa ”). Dans leurs constructions, ces toponymes signalent un espace social centré sur un pays dont les locuteurs admettent qu’il est “ l’espace où une population est concentrée ”, mais aussi “ le village d’origine, le centre de son humanité, le centre des bonnes mœurs ”. Les fortes concentrations démographiques spécifiques aux vallées de la région de Garango (ville et chef-lieu de département), qui résultent en partie de l’histoire du peuplement et des politiques de mise en valeur plus récentes, ne sont pas étrangères à cette représentation du pays.

Produire en brousse pour vivre en ville

À la différence du pays *moose* (*moogo*), où les habitats et les aires de cultures étaient regroupés du fait d’une organisation politico-administrative préservant des agressions extérieures et assurant un contrôle social sur le territoire, l’occupation de l’espace en pays bisa présente de grandes discontinuités, symptomatiques d’une construction du territoire déterminée par la recherche de zones de refuge. Sans entrer dans le détail de l’histoire du peuplement, il convient toutefois de noter que l’installation des premiers groupes de peuplement à Béguédo est consécutive à la politique de fuite des Bisa vers les zones de protection naturelle telles que Garango et la région de Léré, laquelle débuta au XIXe siècle dans la région de Bitou. Dans un

premier temps, des groupements de petite taille (quinze à vingt concessions) s'installent sur la rive droite du fleuve Nakambe et de la Dougoula Moundi, dans les vallées de Garango. Puis, d'autres groupes apparaissent, dont Béguédo qui surgit d'une querelle entre les membres du lignage des Bara installé à Zingla. Le déplacement d'une partie de ces Bara vers les territoires du village de Niaogo, en vis-à-vis sur l'autre rive du Nakambe, pose les fondations de Béguédo, une localité bientôt baptisée Natenga en tant que " lieu où s'exerce l'autorité " (*natenga*), y compris sur leurs voisins de Zingla, et autour de laquelle vont s'agréger des groupes étrangers.

Pendant tout le XIXe siècle, les contraintes politiques (encerclement par les royaumes moose) et écologiques (insalubrité des forêts et épidémie d'onchocercose) hypothèquent l'expansion territoriale de ces lignages. De fait, ces groupements vont se développer *in situ* jusqu'à présenter un excédent démographique sur cette portion de territoire.

Les bouleversements provoqués par les premiers temps de la situation coloniale – déverrouillage de l'encerclement politique, colonisation forcée des vallées transformant les forêts en des lieux de sécurité et de refuge face à l'administration coloniale – n'eurent que peu d'impact sur les effectifs démographiques de Béguédo. De même, l'exercice d'un contrôle sur les représentants de l'autorité traditionnelle, les échanges commerciaux et les mouvements des populations qui engendrèrent des fuites massives vers la Gold Coast jusqu'en 1946 n'ont pas provoqué de pertes démographiques significatives à Béguédo, tout au moins comparativement au reste de la région. Seule la période comprise entre 1955 et 1994 atteste d'importantes variations démographiques, où l'on observe d'une part, une extension des aires d'habitations et une concentration de celles-ci autour des premières installations de Niaogo et de Béguédo et, d'autre part, un accroissement de l'espace agricole dans les espaces vierges. Cette période d'augmentation de la densité démographique de Béguédo correspond aux remaniements des systèmes de gestion du foncier sous l'égide d'une politique d'Aménagement des Vallées des Volta (A.V.V.), dont l'objectif initial visait l'éradication de la trypanosomiase et de l'onchocercose.

Dans un premier temps (1966), ce programme contraignit les paysans à abandonner les champs proches du village au profit d'une colonisation des terres vierges situées au-delà du front de peuplement. Ce transfert des activités de production agricole vers les zones périphériques permit d'étendre d'autant les surfaces habitables, notamment à Béguédo limitée par les rives du Nakambe d'un côté et les terres des villages avoisinants de l'autre côté (villages

de Niarba et Niaogo à l'ouest et au sud, Fingla et Ouarégou au nord et au nord est). Dans un second temps (1973), une partie des champs situés en brousse fut intégrée aux périmètres définis par le programme A.V.V., lesquels devaient recevoir des migrants venus du plateau *moose*. Environ un tiers des champs de brousse, dorénavant assimilés aux zones de cultures sèches, fut rongé par l'installation des sites d'expérimentation de l'A.V.V. et d'une zone d'élevage située au nord de Béguédo. Cette nouvelle redistribution eut pour conséquence une augmentation des espaces cultivés, cependant que la réduction du temps de jachères et l'emprise humaine toujours croissante contribuait au morcellement des surfaces exploitées. Dans ce contexte de redéfinition fonctionnelle des espaces, la croissance de la population de Béguédo, passant de 6 799 habitants en 1985 à 14 000 en 1994, porta la densité de population à 538 habitants/km^2, une concentration sans équivalent qui parachève la saturation de ce que les Bisa nomme le " pays ".

Réseaux de dépendances et réseaux migratoires

Il est difficile d'établir concrètement un lien de causalité entre l'accroissement des densités démographiques et l'expulsion des activités vivrières hors de la ville, bien que les phénomènes soient concomitants. Du reste, la relation entre la " localité ", le *ku*, entendu comme espace de concentration de population, et un " arrière-pays " (*pOO*), constitué d'une brousse dédiée aux activités vivrières, présente une relation analogue à celle entre *homeland* et *hinterland* développée notamment par Gilles Holder à propos des " cités–États ". En effet, l'expulsion des activités vivrières dans l'arrière-pays apparaît comme singulier dans le contexte local et traduit la nécessité de trouver des alternatives économiques aux contraintes imposées par les politiques de gestion du système foncier. Bien que ne produisant pas ses richesses sur son territoire, Béguédo présente depuis le milieu des années quatre-vingt-dix une diversification des formes de consommation qui attestent un élargissement des sources de revenus. Ainsi, le redéploiement des activités productives vers la recherche de revenus financiers passe par une organisation réticulaire des forces économiques et interroge les limites du *ku*, au sens qu'il définit le lieu d'un *entre-soi*.

Pourtant, cette interrogation se dissipe dès lors que les relations entre la mobilité des habitants et la construction sociale du *ku* sont envisagées. Entendue comme résistance aux

contraintes de l'histoire politique et de l'environnement épidémiologique des vallées du fleuve Nakambé, la mobilité est consubstantielle à la définition des activités, que ce soit dans les systèmes de culture exigeant un déplacement des hommes et un changement des modes d'exploitation, ou dans le commerce et la migration. Dès 1966, l'abandon forcé des systèmes de cultures intensives lié à l'aménagement des vallées modifia l'accès à la fois aux ressources vivrières issues des cultures d'hivernage et aux revenus monétaires provenant de la vente d'oignons cultivés dans la décrue du Nakambé. Immédiatement, la réorientation vers des pratiques extensives associées à la recherche de terres fertiles accentua un phénomène de mobilité saisonnière vers les champs de brousse qui, éloignés et difficiles d'accès en saison des pluies, obligent les cultivateurs à s'installer plusieurs mois durant dans les hameaux de culture. Toutefois, ce redéploiement des activités agricoles complexifia la tâche des cultivateurs de Béguédo désireux d'accéder à la terre. Alors que Béguédo formait un pôle démographique attractif, cette localité ne disposait pas de terres cultivables. En effet, jusqu'en 1986, la gestion et l'accès aux terres étaient contrôlés par les chefs de famille des villages environnants, notamment Niaogo et Tengsoba qui, disposant de réseaux de clientèles, prêtaient leurs parcelles, voire les cédaient contre de l'argent à des Béguédolais redevables. Dans ce contexte de dépendances et de servitudes, une diversification des activités vit le jour, fondée sur la mobilité : le commerce et les migrations.

L'agriculture extensive fournit l'occasion aux commerçants de Béguédo établis depuis longtemps de redéployer leurs activités au niveau local ; tout en continuant à écouler la production d'oignons, ils se spécialisèrent dans la transformation des produits de l'agriculture (moulin à mil et à arachide, séchage de l'oignon), puis dans l'écoulement de ceux-ci en direction des circuits commerciaux liés à l'approvisionnement des marchés ghanéens et au commerce transfrontalier. Les activités de cette bourgeoisie locale renforcèrent la représentation d'un espace fortement marqué par la mobilité. Pendant ce temps, un certain nombre d'individus plutôt jeunes bénéficiant de relais en Côte d'Ivoire purent partir en migration pour " faire l'argent " (*busoni bare*). De retour, au début des années quatre-vingt, ils formèrent une seconde génération de commerçants, qui sut tirer parti de la migration pour réaliser de substantiels investissements dans les transports et alimenter progressivement les marchés nationaux (Ouagadougou, Koupéla), notamment en matériaux de construction.

Pour autant, ces réussites individuelles masquent quelque peu la situation de dépendance

vis-à-vis des activités productives dans laquelle étaient maintenus les autres membres de la famille qui continuaient à cultiver la terre. En effet, pour les Niaogolais, l'exploitation de la rente terrienne était d'autant plus profitable que la filière commerciale liée aux échanges avec les exploitants agricoles de Béguédo représentait une manne financière. De fait, le pouvoir des chefs de terre de Niaogo et de Niarba reposait au début des années quatre-vingt sur une relation asymétrique entre patrons et clients : les uns exerçaient leur autorité politique au nom du droit d'attribution des terres ; les autres légitimaient cette autorité en acceptant, forts de leur assise économique, de monnayer leur droit pour accroître la superficie des terres agricoles destinées à la rente commerciale. Ce système semble cependant avoir trouvé ses limites lors de l'explosion de violence de 1982. Possédant des tracteurs, les commerçants de Béguédo voulaient se faire octroyer par le chef de Niaogo, gestionnaire des terres du canton, des terrains dépendant du quartier de Tengsoba. Prétextant les risques d'une hégémonie des cultures extensives sur leur terroir, les gens de Tengsoba s'opposèrent à cette attribution en tendant une embuscade aux paysans de Béguédo et provoquèrent un conflit entre les deux villages. Outre que ce conflit, qui se poursuivit l'année suivante, eut pour conséquence de redessiner les sièges de l'autorité à l'échelle régionale, il participa à une redéfinition des activités productives, où la terre occupa une place moins prédominante.

Entre 1983 et 1987, les migrations en Côte d'Ivoire se poursuivirent et procurèrent des revenus financiers aux familles. À partir de 1987, en fonction des processus de recomposition des espaces migratoires en Afrique de l'ouest, les anciens migrants de Côte d'Ivoire reconvertis dans le commerce allèrent alors tenter leur chance en Italie dans l'espoir de trouver des fonds permettant de redynamiser leurs affaires. De là, entre 1987 et 1994, ils organisèrent une filière familiale qui permit à un millier de Béguédolais de " partir à l'aventure " (*sic*), d'où ils assurèrent une diversification des sources de productions de revenus et un accroissement de la rente migratoire. Au-delà des revenus monétaires utilisés à des fins domestiques, les transferts en provenance d'Italie rendirent possible des retours sur investissements et l'émergence de nouvelles activités, essentiellement commerciales. Entre autres, sur la période comprise entre 1990 et 2000, les " Italiens " (*sic*) financèrent la construction de cinq " kiosques " et d'un grand bar destiné aux fonctionnaires. La fréquentation continue de ces restaurants par toutes les catégories sociales du village traduit l'émergence de nouveaux modes de consommation. De la même façon, la multiplication de boutiques, également financées par les " Italiens ", spécialisées

dans l'alimentaire, les produits manufacturés, les pièces détachées ou les gros matériaux atteste des transformations opérées en profondeur sur l'organisation économique vivrière et sur les modes de consommation domestique de Béguédo.

D'une histoire de vaincus à la ville bénie

Il est possible de saisir le statut d'une ville à travers deux processus concurrents dans la *production de l'espace urbain* : par la structure de la ville, c'est-à-dire l'organisation planifiée " par le haut " de l'espace à urbaniser ; par l'urbanisme, où l'ensemble des techniques intervenant dans l'aménagement de l'espace urbanisé ou à urbaniser, lesquelles intègrent les dynamiques des groupes et des acteurs. Sous ce dernier aspect, la ville n'est pas seulement un espace de domination au sein duquel une représentation de l'État et un nouvel ordre social s'imposent ; elle est aussi un lieu de recomposition sociale de l'espace, c'est-à-dire une interprétation et une réappropriation des modalités d'organisation de l'espace et des divisions imposées par les autorités. Les groupes sociaux, les coalitions, les alliances, les clientèles donnent sens à une articulation de la ville et déterminent la structure du politique. De ce point de vue, Béguédo alimente les schémas militant en faveur d'une inversion de la description des villes secondaires, dont Monique Bertrand et Pierre Dubresson ont montré qu'elles sont trop souvent réduites à un " dualisme morphologique " articulant " une greffe moderne doublée d'une ceinture villageoise indigène ". En effet, les infrastructures (école, commissariat, préfecture, centre de santé, etc.) dépendent d'une mobilisation, tandis que l'organisation structurelle de la ville, son plan de lotissement, n'eût pas été possible sans une réappropriation des principes de la décentralisation associée à la recomposition d'un ordre politique et social à l'échelle locale.

Cultiver la malédiction

L'exigence politique d'infrastructures, en tant qu'elle énonce un mode d'exercice d'une souveraineté locale, fait directement écho à l'*écriture* d'une histoire de Béguédo dans les marges du Bisaku. Celle-ci repose sur le sentiment d'une malédiction pesant sur le village, véhiculée par la circulation d'arguments relatifs à l'opposition de Béguédo au " monde des Blancs ", à son aliénation politique en matière de gestion foncière, ou encore à l'absence d'" intellectuels au bras

long ”(sic). Évoquée par les notables, la justification de la malédiction se greffe sur la rivalité entre Niaogo et Béguédo qui a cristallisé “ une lutte pour les valeurs, la revendication d’un statut, du pouvoir et l’obtention des ressources rares ”. Dès la période coloniale, le placement sous l’autorité administrative du “ chef de village ” (*cirku*, de *cir* : “ chef ” et *ku* : “ village ”) de Niaogo, alors même que le village disposait d’un pouvoir autonome, fut ressenti à la fois comme un déni d’autonomie et comme une reconduction tacite de l’autorité des “ gens de la terres ” (*tarazanno*, de *tara* : “ terre ” et *zanno* : “ gens ”) de Niaogo et de Niarba sur la maîtrise du foncier. Et il fallut attendre l’essor économique du négoce des oignons de Béguédo pour que, en 1947, les commerçants musulmans obtiennent que leur localité bénéficie du statut de canton. Bien que cette reconnaissance administrative atteste l’ancienneté des manœuvres politiques liées au conflit, elle renforça les antagonismes entre les pouvoirs des villages en les fondant sur de nouvelles valeurs.

Ainsi, dès 1936, les autorités coutumières de Niaogo jouèrent la carte de l’administration coloniale en admettant la construction d’une école missionnaire et en y envoyant les “ fils du pouvoir ” (*nabiro*). À l’inverse, avec l’impulsion donnée à l’islam par le *cir* Naaba Bulga et les commerçants, un vaste mouvement en faveur des écoles coraniques naissait dans la région de Dori (nord du Burkina) parallèlement à celui d’un rejet de l’école des “ Blancs ” à Béguédo. Dans ce contexte où le statut social et le prestige des individus étaient liés à l’apprentissage coranique, les “ fils du pouvoir ” avancèrent que l’école missionnaire était une atteinte à leur statut et à leur dignité. Cette polarisation des villages autour de l’islam et du catholicisme, dont on perçoit l’efficacité symbolique – d’un côté, la figure des commerçants alimente les espoirs d’une ascension sociale liée à l’islam ; de l’autre, la figure du “ Blanc ” associé au pouvoir suscite des logiques politiques roturières visant la reproduction du système clientéliste et des hiérarchies locales –, instaura une importante rivalité et un antagonisme durable entre Béguédo et Niaogo.

Incidemment, l’approbation plus que tardive des “ fils du pouvoir ” pour l’ouverture d’une école publique à Béguédo en 1971 nourrit ce sentiment de malédiction. Le refus de la scolarisation fut lourd de conséquences, car il mit en suspens la formation d’individus aptes à gérer les infrastructures dépendantes de l’État. Désignés sous le terme d’“ intellectuels ”, ces représentants officiels de l’État (autorités administratives, personnel de santé, d’éducation, etc.) agissent au niveau local où ils incarnent l’articulation entre les pouvoirs locaux et l’autorité

nationale. Là, ils définissent un champ d'actions tactiques qui allient la loyauté envers l'autorité centrale et les intérêts particuliers des sociabilités locales. Jusqu'à l'avènement de la Révolution nationale de 1983, le déficit de relations entre les " fils du pouvoir " et ces " intellectuels aux bras longs " constitua un obstacle à la mise en œuvre d'actions permettant la captation des rentes de l'État et du développement. Cette situation perpétua les relations de pouvoir au sein du village, héritées du système clientéliste foncier. De sorte que les détenteurs de maîtrises sur la terre constituèrent le seul canal permettant d'atteindre les intermédiaires entre le niveau local et le niveau national et obstruèrent les voies d'une action débouchant sur l'installation d'infrastructures, à susceptible de remettre précisément en cause les hiérarchies locales.

Bénir Béguedo et lotir

Si l'histoire de Béguédo traduit le sentiment d'une malédiction, le temps présent est perçu sous d'autres auspices ainsi résumés : " *Béguédo est une ville bénie* ". Cette nouvelle perception résulte d'une inversion des dynamiques, en l'occurrence de la construction de réseaux sociaux susceptibles de mener des actions stratégiques. Plusieurs facteurs, parmi lesquels l'ouverture de l'école publique, les contradictions du système clientéliste et l'opportunité provoquée par la Révolution nationale ont rendu cette inversion possible. Dans ce contexte, l'acte fondateur de la ville, qui passe par le projet de lotissement, est l'aboutissement d'un ensemble de recompositions sociales et politiques mises en oeuvre dans les années mille neuf cent quatre-vingt, d'abord à travers le processus révolutionnaire (1983), puis dans le cadre de la politique de décentralisation (1991).

Du reste, la forte charge idéologique et le spectre d'une immixtion de l'État dans les pouvoirs fonciers sous-jacente à la notion de lotissement traduisent les ambiguïtés de ces recompositions. En tant que répartition fonctionnelle du territoire urbain, le lotissement organise une construction symbolique de l'espace censée représenter les conditions d'exercice d'une souveraineté revendiquée par l'État et, partant, il matérialise spatialement l'emprise de l'administration sur des zones considérées comme " sous-administrées ". Mais s'agit-il seulement d'une administration foncière de la terre visant une pure organisation fonctionnelle des quartiers ou bien d'une organisation de l'espace visant un contrôle social des espaces politiques urbains ou encore de la fondation d'un ordre social qui reflète l'émergence de logiques supra-communautaires dans l'exercice d'une souveraineté de l'État ? Ces questions se

posent avec d'autant plus d'acuité que l'action de lotir est toujours présentée comme l'instrument moderne permettant l'administration des espaces et des territoires urbains et ruraux dans les politiques de développement actuelles. Sans s'étendre sur les sens multiples de la notion de lotissement – terme du jargon administratif colonial impliquant la surimposition des structures de pouvoir sur la ville africaine, les déguerpissements et la ségrégation sociale fondée sur des considérations hygiénistes –, qui suggèrent une certaine représentation du pouvoir, la violence symbolique de cette pratique nous conduit à interroger les contenus idéologiques de sa réappropriation.

Paradoxalement, le Conseil National de la Révolution (C.N.R.), connu pour sa rhétorique anticoloniale, ne chercha pas à nier cette violence associée aux opérations de lotissement ; celles-ci restaient un moyen d'exercer une souveraineté et un contrôle social sur l'espace urbain. Impulsés par un État décidé à reprendre en main la gestion du foncier, les lotissements visèrent d'abord l'éradication de " l'habitat spontané " et la croissance maîtrisée des grandes villes par la mobilisation et la participation des Comités de Révolutionnaires (C.D.R.) et de la population bénéficiaire, entendons les " habitants " d'un côté, les " possédants " des aires non loties de l'autre. S'arrogeant le rôle de producteur et d'aménageur du sol urbain établi par la Réforme Agricole et Foncière (R.A.F.), mais aussi celui de receveur de la rente foncière dégagée par ces opérations, l'État laissait le rôle d'intermédiaires aux C.D.R. chargés d'administrer de façon décentralisée la gestion quotidienne des attributions de parcelles et des conflits attenants. Affirmant une " logique nationale souveraine " et un nouvel ordre social, la R.A.F. a pu être définie comme : " une forte homothétie entre le processus de régularisation foncière et celui du renforcement du contrôle sociopolitique, qui procède par désagrégation, ou tentative de désagrégation, des solidarités traditionnelles puis reconstructions des alliances autour des comités révolutionnaires ". Dans un contexte favorable à la réinterprétation des affrontements idéologiques et des dispositifs émanant du cadre national, le lotissement, perçu par les détenteurs traditionnels de la terre comme une véritable atteinte à l'ordre social villageois et à ses hiérarchies, fut plus qu'une aubaine pour Béguédo.

Dès 1983, les notables de Béguédo saisirent les avantages qu'ils pourraient tirer de la Révolution en mettant en cause les solidarités traditionnelles et leur cadre idéologique, à savoir : " le principe de la dette infinie en tant que ressort de la solidarité positive et l'idéologie de la sorcellerie en tant qu'instance du refoulement, de la prohibition et de la sanction de

l'individualisme ". Lorsque, évoquant l'histoire du lotissement, l'ancien délégué du C.D.R. affirme : " *Après 1983, tout le monde a vu que nous sommes devenus voyants* ", il suggère ici la manière dont la rhétorique révolutionnaire fut interprétée localement. L'acte de voir, outre qu'il rappelle le discrédit jeté sur les relations clientélistes qui fondaient les hiérarchies locales, explicite ce rejet de l'aliénation sociale et politique en soulignant le rôle joué par l'idéologie des forces invisibles. Voir, c'est exercer une emprise sur le politique et ses forces, visibles ou obscures ; c'est pouvoir déployer et maîtriser des relations bénéfiques ou maléfiques au-delà du *ku*, c'est-à-dire dans les « confins » (*pOO*) non humanisés, sauvages et peuplés de génies. En ce sens, l'évocation de la maîtrise des forces invisibles dans la construction du politique indique que les relations entre le *ku* et ses confins déterminent les conditions réelles de l'autonomie politique et de la souveraineté.

L'ascendant pris sur les déterminations politiques des confins a résulté de mobilisations financières et matérielles visant la mise en place d'une administration territoriale et l'accès au statut de commune. Les mouvements en faveur de cette autonomie produisirent un coup à triple détente. Dans un premier temps, l'installation d'un préfet en 1983 fut perçue comme la personnification d'un intermédiaire agissant au profit des intérêts de Béguédo et interprétée comme un cinglant démenti aux obscurs canaux qui, auparavant, agissaient depuis Niaogo, voire de Garango, le chef-lieu de département. Ensuite, en 1986, lorsque Béguédo devint " *indépendamment un département* ", se posant en chef-lieu à l'égal de ses voisins et rivaux, les rumeurs sur d'éventuels appuis du C.N.R. en faveur des gens de Béguédo furent évoquées en place publique et se heurtèrent à une forte résistance des pouvoirs locaux ; ils alimentèrent largement le conflit qui éclata entre Béguédo et Niaogo. Enfin, à partir de 1993, la réappropriation de la notion de lotissement fit écho à l'introduction de la propriété privée sous l'égide de la R.A.F. et au transfert d'une partie de l'autorité territoriale à des commissions villageoises de gestion de terroirs dans le cadre de la décentralisation de la gestion foncière. Du reste, cette réappropriation rendit manifeste la maîtrise des relations avec des forces politiques et économiques établies dans les confins. Sur le plan politique, à partir de 1990, la multiplication des intermédiaires entre le local et le national via la représentation parlementaire d'un côté, l'apparition de fils du village dans les organes stratégiques de l'État (ministres, représentants de l'administration territoriale) de l'autre, permirent de " suivre les dossiers ".

Outre les positions stratégiques qu'ils occupent *de facto*, ces individus clefs réalisèrent un

véritable travail de traduction des principes de la décentralisation pour le village. Par exemple, l'introduction des " communes " accordant une autonomie aux villages d'au moins 10 000 résidants disposant d'une activité économique suffisante pour satisfaire à leurs besoins, fournira le modèle à suivre aux " fils du pouvoir ". Sur le plan économique, la multiplication anarchique des concessions sur la commune et les absences de garanties offertes aux investissements des migrants les plus entreprenants furent le prétexte à un consensus entre les migrants et les notables du village. En 1997, les " Italiens " contribuèrent au financement du lotissement par un envoi de quinze millions de francs C.F.A. Dans ce contexte, la demande d'un lotissement du village fut interprétée comme un progrès, au sens qu'elle permettait un règlement définitif des litiges fonciers par la légalisation d'un périmètre de terres habitables. Du reste, l'opération de lotissement a pu être perçue comme le signe d'une richesse, d'une réussite et d'une capacité à agir, rompant ainsi avec la figure du pauvre privé d'accès aux terres résidentielles et dépendant de ses relations, et ce d'autant qu'il ne peut cultiver puisqu'il ne dispose plus de terre.

Ce point de vue est résumé par l'ancien délégué administratif : " *Présentement, on construisait anarchiquement. Donc, nous avons fait appel à l'État de venir lotir. La ville de Béguédo n'est pas parcellée. Untel peut y être installé là. Un jour, je peux aller chez lui demander un lopin de terrain pour m'installer. Lui peut me dire non. Mais avec la parcellisation, la terre revient à l'État. Et, si j'ai pu contribuer les 27 700, ça m'appartient. J'ai ma parcelle, mon numéro, ma fiche, mes permis de construire… Si je suis en vie ou pas, si c'est pour mes enfants, mes petits-enfants : c'est pour eux. Ou présentement, si j'ai mon permis d'habitation et que je suis en difficulté : je peux aller déposer mon permis dans une banque et prendre un prêt* ". De la sécurité procurée par le lotissement découle la possibilité d'obtenir un équivalent monétaire pour une terre, lequel contribue à une redéfinition de la notion de richesse en pays bisa. Alors que celle-ci se fondait sur l'entretien de relations définies par la préséance sur la terre, la monétarisation de cette dernière participe à une généralisation des relations d'échanges purement marchands où toute valeur trouve son équivalent monétaire en numéraire. Au-delà de l'émancipation politique générée par le lotissement, il convient également de souligner que, ponctuellement, la possibilité d'hypothéquer son titre de propriété auprès de la Caisse d'Épargne Populaire a sans doute rendu possible la redéfinition des activités productives au niveau local, notamment à travers l'essor commercial qui n'a désormais plus rien à envier au système productif agricole de Niaogo.

Centralité ou recentrage ?

Béguédo présente des toponymes qui, lorsqu'ils sont évoqués, peuvent activer la mémoire des anciens quartiers et des lieux-dits ou se donner comme expression de la ville. Ainsi, le quartier de la bourgeoisie commerçante, autrefois connu sous le toponyme Manere Hare (litt. " la concession de Manéré "), porte désormais le surnom " Air Béguédo " en référence à sa fonction de gare de transit des hommes et des marchandises vers le Ghana et la Côte d'Ivoire, mais aussi de point de départ pour l'émigration en Italie. À proximité de la grande mosquée financée par les " Italiens ", l'ouverture récente d'une Caisse d'Épargne Populaire fournit un autre emblème de la ville : les habitants n'y sollicitent pas un prêt d'épargne ; ils vont à la " *Bank* " (*sic*). Sans traduire explicitement la ville, ces espaces déterminent une identité sociale : celle du citadin. Parmi ceux-ci, un ensemble de constructions récentes dénommées " La patte d'oie " abrite les nouveaux commerçants et les autorités coutumières. Ce toponyme, emprunté à un quartier de Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso où réside une importante communauté bisa, désigne la croisée d'axes allant vers l'outre-pays (Ouagadougou et Tenkodogo) d'un côté, et ramenant à *kuno* de l'autre, en l'occurrence au marché et aux sièges de l'autorité. À cet égard, lorsque les gens parlent d'" aller en ville ", ils signifient en réalité qu'ils vont à Natenga, le quartier où se trouvent les " fils de pouvoir " et les tombes des chefs (*cir*), significativement rebaptisé " Béguédo centre ". Si l'histoire du peuplement mentionne la centralité politique du quartier de Natenga, celle-ci n'est pas seulement qu'un jeu de mots, comme en témoigne la projection de la ville sur l'espace ; de fait, seuls les quartiers de Natenga et de Widi, dont les noms évoquent les localités du pouvoir en vigueur dans le monde moose, sont concernés par la terminologie " zones d'habitats ", " zones commerciales " et " espaces coutumiers " définis par le lotissement , et plus concrètement par le tracé de routes, la réalisation d'un système d'adduction d'eau, ou encore l'installation de lignes téléphoniques.

Lotir l'autochtonie

L'emprunt des noms et des attributs de certains quartiers à l'emblématique de l'organisation politique des Moose ne suffit cependant pas à faire surgir une ville dont l'ordre social serait bâti autour de la centralité d'une localité, à savoir le *natenga*. Dans sa doctrine, cet espace peut renvoyer à deux niveaux du pouvoir. Ainsi, le *natenga* central, lieu où réside le

“ roi ” (*rima*), définit “ un pur lieu du pouvoir ” et incarne une religion abstraite fondée sur l’association des divinités de la terre et du pouvoir. Parallèlement, le *natenga* des “ chefs de village ” (*nanamse*) symbolise le lieu où s’exerce le “ pouvoir politique ” (*naam*) fondé sur la “ force ” (*panga*). Sans référence à une localité particulière, ce lieu est, par définition, un espace dont la situation géographique reste indéterminée, comme le montre l’histoire des royaumes *moose*. Cela est clairement énoncé dans les cérémonies du pouvoir comme le *ringu*, qui désigne à la fois le “ royaume ” et le rituel par lequel le roi réitère sa quête de légitimité auprès des chefs de village –ou plus exactement la cérémonie par laquelle le chef (*naaba*) devient roi (*rima*)– et qui consiste, à partir du *natenga,* en une déambulation à travers les quartiers ou villages, au terme de quoi une nouvelle résidence royale est installée.

Bien que les Bisa, et *a fortiori* les “ fils de Béguédo ”, ne parlent pas la langue *moore*, ils désignent nombre d’institutions politiques à partir de la terminologie politique des Moose, sans pour autant reproduire ce modèle. Le *natenga* n’est ni une autorité politique unificatrice ni le symbole d’une intégration des différentes strates de la société en un même territoire. À cet égard, l’organisation des cérémonies du *toota* et du *langa* associées aux rituels du pouvoir dévoile, au contraire, la limite qu’impose le système segmentaire des villages.

Lié au calendrier agricole, le *toota* est un rituel d’offrande des premiers mils mûrs aux ancêtres du lignage. L’ouverture du *toota* incombe au “ chef ” (*cir*) qui, en suivant un parcours sacrificiel sur les tombes de ses ancêtres, visite l’ensemble des cours et met ainsi à l’épreuve la cohésion du lignage. À la différence des déambulations *moose* ramenant l’autorité et le pouvoir en un centre du territoire qui en déterminent la nature éminemment politique, cette circulation ne légitime pas le pouvoir du chef. L’antériorité, parfois prestigieuse, et les hiérarchies internes au lignage, en somme la forte intrication des statuts de la parenté et des hiérarchies politiques, font de la multitude des anciennes cours de chefs une source de rivalités permanentes autour du pouvoir. De la même façon, la cérémonie du *langa* montre l’extrême dispersion du pouvoir dans le Bisaku et les imbrications profondes entre la construction de l’autorité, son inscription locale et les logiques lignagères. Désignant l’espace situé en dehors de la cour d’un personnage doté d’une autorité (*cir*, *tengsoba*, voire *bu*), le *langa* est reconstruit tous les trois ans par la cérémonie du *langa bare*. Ce rituel vise la reconnaissance d’une autorité par les différents “ chefs de cours ” (*harzanno jitanno*) d’un même quartier, lesquels doivent participer à la réfection du *langa* et apporter, pour chacun d’entre eux, un poteau en bois et une natte. À

travers le *langa*, les contours de l'autorité sur le lignage sont définis. Cette articulation entre l'autorité et la logique lignagère détermine les frontières du territoire autour d'un espace symbolique que l'on peut comprendre comme une localité. Cette localité trouve sa pleine expression dans la réitération d'une charte politique entre les *do dem zanno*, littéralement " ceux du même lignage ".

Au-delà des analogies entre Béguédo et l'organisation politique moose, l'intégration des " étrangers " (*sanaro*) dans la ville éclaire l'ancrage politique de cette dernière. Ainsi, les catégories administratives mises en œuvre dans le processus de lotissement, en l'occurrence la distinction entre les résidants et les résidants extérieurs sur laquelle se déterminent les montants de contributions pour l'acquisition d'une parcelle, entrent en résonance avec les registres de l'altérité et de la différence. À l'origine, cette différence de statut résulte d'une élaboration purement bureaucratique des opérations de lotissement : dans un premier temps, le recensement des habitants demeurant sur la zone à lotir garantit à ceux-ci l'accès à une parcelle et permet d'en fixer le prix. Puis, dans un second temps, l'administration définit des types de résidants extérieurs en fonction du nombre de parcelles. Dans le cas de Béguédo, cette distinction fut adoptée par une assemblée des villageois : " *À l'A.G., on a décidé que toute personne voulant une parcelle doit contribuer 27 700 francs pour les résidants à Béguédo et 30 700 francs pour les non résidant* ". Cette mesure fut justifiée pour contrecarrer les tentations spéculatives des " étrangers " et des " Italiens ", mais aussi pour tenter de maintenir un contrôle social sur les bailleurs du lotissement. Dans la pratique, les catégories administratives traduisaient celles de l'autochtonie et de l'étranger, les uns et les autres étant définis par le critère d'une présence effective, fussent-ils originaires de Béguédo. Plus encore, bien que des étrangers étaient installés de longue date, le recensement de l'aire à lotir ne prit en compte que les quartiers de Natenga et de Widi ; les étrangers en furent donc, de fait, exclus. À cet égard, il n'est pas sans intérêt de noter que la redistribution des rôles dans les différentes instances de gestion de la ville (conseil de notables, responsables administratifs villageois, membres de la commission d'attribution des parcelles, comité de jumelage), s'effectue entre les acteurs engagés dans les canaux traditionnels du pouvoir, c'est-à-dire les fils du Natenga et les représentants des commerçants habitant ce même quartier.

Sur le fond, l'exclusion des étrangers montre que le statut politique de Béguédo est l'inverse du modèle de pouvoir centralisé des Moose pour lesquels le *natenga* est une instance

d'intégration politique qui régule les conflits entre autochtones et étrangers et qui dépasse ces catégories à travers la forme de l'" État-territoire ". À Béguédo, la ville se veut un modèle d'intégration politique qui repose sur une exacerbation des différences sociales ; elle fonde son autorité autour d'une " autochtonie réinventée " à l'aide de l'opération de lotissement.

Une ville d'*outre-pays* : stratégies politiques et processus d'individuation

Admettre sans discussion l'hypothèse selon laquelle la ville se décalque sur la localité conduit à faire l'impasse sur le poids des forces économiques dans la détermination du statut politique de la ville. Or, comme l'indiquent d'autres études, notamment sur la ville secondaire de Ouahigouya, la ville peut s'inscrire dans des " territoires circulatoires plus larges " et être fortement articulée sur des réseaux de ressortissants et de migrants installés dans l'outre-pays, c'est-à-dire en des lieux situés hors de portée des territoires qui sont maîtrisés par la localité. Le processus de maîtrise des réseaux sociaux permettant l'affirmation du statut de localité relève-t-il alors de la reproduction d'une pensée politique locale à l'échelle nationale ? Ou bien, pour reprendre Ganne et Ouédraogo, les pouvoirs locaux cherchent-t-ils à réguler à distance, voire à contrôler politiquement les forces économiques (ressortissants et migrants) installées hors du pays ? Ou encore, ces forces de l'outre-pays interviennent-elles dans la régulation des pouvoirs au village ?

Les réseaux sociaux reliant le pays et l'outre-pays montrent en réalité des espaces différents qui, d'une part sont dotés de règles politiques et de modes de régulations particuliers et, d'autre part interagissent les uns avec les autres. Du reste, ces réseaux se structurent autour d'une association protéiforme, dont les stratégies varient en fonction de l'espace politique investi.

Grâce à certains de leurs membres installés à Ouagadougou dans des postes clefs au sein des organes de l'État, l'Association des Ressortissants de Béguédo (ARBEI) fournit une vitrine aux " groupes stratégiques " intermédiaires, chargés de contracter des relations, voire des complicités, et de rendre la localité symboliquement présente à l'échelle nationale. Mis en situation de *passeurs* entre deux cultures politiques aux hiérarchies distinctes, ces représentants sont supposés agir entre deux ethos de la dépendance polarisés autour des rouages de l'administration de l'État et de la " culture politique locale " : d'un côté, l'administration

circonscrit l'autonomie des ressortissants par des obligations inhérentes aux hiérarchies, aux règles et aux codes de conduites qu'exige la maîtrise des relations et du pouvoir dans le cadre national ; de l'autre, la localité attend que ses représentants garantissent le maintien de la cohésion sociale en fondant le principe d'association sur la nécessité de " tasser/rassembler ceux du pays " (*sokuma*). Cette forme d'" entente " ambivalente, selon qu'il s'agit d'un discours à l'endroit de la localité ou d'assurer la démonstration d'une homogénéité politique à l'usage des donateurs et, plus généralement, de l'étranger, définit en fait les possibilités d'individuation ouvertes aux ressortissants.

Du reste, organisée en plusieurs sections à l'étranger, notamment dans les provinces italiennes de Brescia, du Veneto et de Naples, l'ARBEI assure le maintien de relations transnationales entre le pays et ses migrants. Instances d'une régulation sociale et politique à distance, les ramifications de cette association visent la permanence des solidarités communautaires tout en favorisant l'insertion économique et sociale des migrants en Italie. Au-delà, ces sections reproduisent en partie les compétitions locales à travers des manifestations de rivalités envers les autres associations burkinabés. En proclamant leur volonté d'édifier une " *ville dépassant Garango* " et en restreignant les réseaux d'insertions économiques et sociaux en Italie aux seuls gens de Béguédo, l'action des " Italiens " entre en résonances avec les préoccupations politiques du contexte local et tend à montrer que l'action des migrants ne s'oppose pas à la " ville ", mais participe au contraire à son affirmation.

Paradoxalement, le processus d'individuation des migrants ne se donne pas à lire dans les actions menées en Italie, mais plutôt à travers la place symbolique qu'ils occupent dans la construction de la ville. Ainsi, la duplicité des fonctions de l'ARBEI qui vise le maintien d'un *entre-soi* et la captation de la rente du développement est un prétexte à l'endroit du contexte local pour affirmer une force autonome. Pour n'en donner qu'un exemple, en Italie, les migrants revendiquent un vécu *laïc* de l'islam qui n'outrepasse pas le domaine de la vie privée. Or, parmi les actes de fondation de la ville, les migrants ont notamment financé la grande mosquée de Béguédo qui s'affiche à l'échelle régionale comme un lieu de rayonnement de l'islam. Bien que ce lieu d'affichage des codes de bonne conduite islamique soit contradictoire avec le mode de vie des " Italiens ", il reste cependant le symbole d'une autonomie et d'une force fondée sur le prestige.

De la même façon, le caractère ostensible de la rente migratoire " italienne " dans

l'architecture de l'habitat – multiplication des mosquées familiales, maisons bâties en parpaings et taules, les *tole cE,* dans ou à l'écart des traditionnels enclos familiaux – souligne la pluralité des stratégies individuelles et les modes de différenciation sociale à l'œuvre dans cette construction urbaine. Jusqu'au début des années quatre-vingt, l'urbanisme de Béguédo présentait des grappes de grandes " concessions " (*hare*) faites d'un dédale de " cours " (*gier*) juxtaposées. Autour de chaque cour, les " maisons aux toits de chaumes " (*cE*) formaient une ceinture. Une cour pouvait regrouper un groupe de frères nés d'un même père et de mères différentes. Devenus époux, ces frères pouvaient rester avec femmes et enfants dans le *gier*. Avec les " Italiens ", les maisons *tole cE* sont intégrées à l'enceinte du *gier*, ou déménagées à l'" extérieur " (*buyabOOre*), selon que les positions sociales acquises au cours de l'expérience migratoire autorisent ou non la remise en cause de leur statut déterminé par une inscription lignagère complexe. En effet, les instances de socialisation incarnées par le " père " (*ba*) et les " anciens " (*jitanno*) refrènent les désirs d'autonomie et bornent les logiques d'individuation, en astreignant les migrants à l'obligation de rendre par la construction d'une bâtisse *tole cE*, appliquant en cela le principe de la dette infinie. Passant pour un don, en réalité, la bâtisse accroît simultanément l'autorité du receveur et le prestige du donneur. En rendant visible aux yeux de tous la redistribution de la rente migratoire, la maison *tole cE* cristallise les formes du contrôle social exercé conjointement par les hiérarchies locales et les réseaux officiels. Aussi, lorsqu'elles sont reconstruites en lieu et place des anciens *gier*, les *tole cE* témoignent bien souvent d'une reproduction de l'ordre social à travers une logique d'accumulation des richesses provenant de la migration ; édifiées à l'extérieur, elles ne sont plus que les signes ostentatoires d'un processus d'individuation abouti, d'une réussite difficile dans cet ordre social recomposé.

L'émergence de Béguédo illustre une relation prototypique articulant l'exercice de la souveraineté sur un territoire et l'appartenance à un lignage qui dessine les contours de la localité. Cette fabrication de la ville indique une volonté de doter Béguédo d'un statut politique à partir d'une logique politique lignagère capable de se situer hors de portée de l'État, de l'administration et des planificateurs. Pour autant, la mise en œuvre de la ville repose pour l'essentiel sur les réseaux politiques et économiques situés hors du pays, entendons les forces agissant dans l'administration nationale et les migrants assurant un appui logistique transnational. De fait, l'exercice d'une autorité sur la localité ne se limite plus aux clivages locaux ; elle compose désormais avec les individus de l'extérieur, agissant simultanément sur le

maintien de la logique lignagère et la perspective d'une autonomie individuelle. Or les contraintes dictant les contours possibles de l'autonomie et de l'individuation sont la source de tensions qui affectent les formes locales de l'autorité. De sorte que, s'agissant de Béguédo, la ville présente une contradiction : l'invention d'une ville socialement homogène se traduit par une différenciation objective des statuts sociaux cependant que l'exercice des pouvoirs et de l'autorité sont toujours plus diffus. En ce sens, la ville de Béguédo n'envisage-t-elle pas l'impensable d'une ontologie occidentale : *la ville segmentaire* ?

Bibliographie

BALANDIER, G. (1951), " La situation coloniale : approche théorique ", *Cahiers internationaux de sociologie* 11 : 44-79.

— (1993), " avant propos ", *in* P. Hugon et R. Pourtier, *Villes d'Afrique*, Paris, La documentation Française, 168 : 3-5.

BAILEY, F. G. (1970), *Stratagems and spoils: a social anthopology of politics*, Oxford, B. Blackwell.

BARA, B. K. (1995), *Problématique foncière et décentralisation : l'accès à la terre en zones urbaines et rurales (Mémoire de fin d'études)*, Ouagadougou, ENAM Cycle B.

BERTRAND, M. & DUBRESSON, P. (1997), *Petites et moyennes villes d'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala.

BIERSCHENK, T. CHAUVEAU, J.-P. et OLIVIER DE SARDAN, J.-P. (éds.) (2000), *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, APAD-Karthala.

DAHOU, T. (2002), " Entre engagement et allégeance. Historicisation du politique au Sénégal ", *Cahiers d'Études africaines* 167, XLII (3) : 499-520.

FAINZANG, S. (1986), *L'intérieur des choses. Maladie, divination et reproduction sociale chez les Bisa du Burkina*, Paris, L'Harmattan.

FAURE, A. (1990), *L'appropriation de l'espace foncier. Une étude d'anthropologie sociale en région bissa (Burkina Faso)*, Paris, Thèse de l'EHESS.

FOURCHARD, L. (2001) *De la ville coloniale à la cour africaine. Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta) fin XIXe siècle-1960*, Paris, L'Harmattan.

GANNE, B. et OUEDRAOGO, M. (1997) " "local", "politique" et "territoire". Essai d'économie politique autour d'une ville moyenne : l'évolution de Ouahigouya au Burkina Faso ", in M. Bertrand et P. Dubresson (éds.), *Petites et moyennes villes d'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala : 221-240.

GESCHIRE, P. et NYAMNJOH, F. (2000), " Capitalism and Autochtony: The Seesaw of Mobility and Belonging ", *Public Culture* 12 (2): 423-452.

GUEYE, C. (1997), " Touba : les marabouts urbanisants ", in M. Bertrand et P. Dubresson (éds.), *Petites et moyennes villes d'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala : 179-203.

HAGBERG, S. (1998), *Between Peace and Justice. Dispute Settlement Karaboro Agriculturalists and Fulbe Agropastoralists in Burkina Faso*. Uppsala, Uppsala Universitet.

— (2001) *Poverty in Burkina Faso. Representations and Realities*, Uppsala, ULRICA, Uppsala Universitet .

HERITIER, F. (1992), " Du comparatisme et de la généralisation en anthropologie ", *Gradhiva* 11 : 3-9.

HIEN SIE, A. (1998), *La perception paysanne de la dégradation de l'environnement et les stratégies d'adaptation : cas de Niaogho-Béguédo dans la province du Boulgou*, mémoire de maîtrise de Géographie, Université de Ouagadougou, multig.

HOLDER, G. (2001) *Poussière, Ô Poussière ! La Cité-État sama du pays dogon (Mali)*, Nanterre, Société d'ethnologie.

— (2002) " De la "cité-Etat" en Afrique noire. L'espace et le politique chez les Saman du pays dogon (Mali) ", *Cahiers d'Études africaines* 166, XLII (2) : 257-283.

IZARD, M. (1985), *Gens du pouvoir, gens de la terre. Les institutions politiques de l'ancien royaume du Yatenga (Bassin de la Volta Blanche)*, Cambridge-Paris, CUP-MSH.

— (1992), *L'odyssée du pouvoir. Un royaume africain : État, société, destin individuel*, Paris, EHESS.

JAGLIN, S. (1993) " La brousse est finie ", in P. Hugon et R. Pourtier (éds.), *Villes d'Afrique*, Paris, La documentation Française 168 : 55-66.

KOPITOFF, I. (1987), *The african frontier: the reproduction of traditional african societies,*

Bloogmington-indiana polis, Indiana University Press.
LACOSTE, Y. (1984) “ Stratégie dans la vallée de la Volta Blanche ”, in *Hérodote* (numéro spécial Unité et diversité du tiers-monde : des représentations planétaires aux stratégies du terrain) : 199-299.
LAHUEC, J.-P. et MARCHAL, J.-Y. (1973), *Mobilité du peuplement bissa et mossi*, Paris, Orstom [Travaux et documents de l’Orstom].
LAURENT, P.-J. (1998), *Une association de développement en pays mossi. Le don comme ruse*, Paris, Karthala.
MARIE, A. (1997), *L’Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l’Afrique contemporaines (Abidjan, Dakar, Niamey)*, Paris, Karthala.
MERCIER, P. (1974) “ Préface ”, in J.-M. Gibbal (éd.), *Citadins et villageois dans la ville africaine. L’exemple d’Abidjan*, Paris -Grenoble, PUG-Maspero.
MIDDLETON, J. (1979), “ Home-town: a study of an urban centre in Southern Ghana ”, *Africa* 49 (3) : 213-225.
NEBIE, O. (1998) “ Les transformations rurales dans les zones libérées de l’onchocercose au Burkina Faso ”, *Cahiers d’Outre-Mer* 202 : 171-200.
SCHMIDT DI FRIEDBERG, O. (1995), “ Les Burkinabé et les Sénégalais dans le contexte de l’immigration ouest africaine en Italie ”, *Mondes en développement* 91 : 67-80.
TRAORE, K. J. M., (1998) *Colonisation agricole spontanée et mobilité de la population en pays bisa : le cas de Beguedo et de Tangare*, mémoire de Maîtrise, Université de Ouagadougou, département de géographie, multig.
WEBER, M. (1992), *La ville*, Paris, Aubier Montaigne.

Résumé

Les villes, en tant qu’objet des africanistes, ont été considérées comme le substrat matériel de la réflexion sur le politique africain. Représentée à partir d’une lecture opposant des « communautés rurales » aux « sociétés urbaines », la ville africaine fut cependant délimitée hors du champ des localités secondaires ou intermédiaires, reléguées au monde de la ruralité. Pour cette raison, l’exemple de Béguédo, localité située dans la province du Boulgou (Burkina Faso), fournit ici le point d’ancrage d’une réflexion historique et anthropologique sur le statut

politique d'une ville définie par la construction d'une autonomie, voire d'une forme de souveraineté. A partir d'une terminologie qui désigne une ville réticulaire, c'est à dire la ville mais aussi un « pays » construit sur la mobilité des activités productives et sur la construction de réseaux économiques commerçants et migrants, nous essayons de montrer le caractère déterminant de la relation entre le pays, l'arrière pays et l'outre pays dans la définition du statut politique de la ville. Entendue comme une forme d' entre-soi où s'enracinent les réseaux, et se conformant ainsi aux modes de régulations sociaux et politiques d'une organisation lignagère, la localité de Béguédo alimente l'idée d'une ville segmentaire.

Mots Clés

Burkina Faso – Bisa – Ville réticulaire – Migration - Italie